

**COMMISSION PERMANENTE DE
CONTROLE LINGUISTIQUE**

Commission siégeant sections réunies
Séance du 19 décembre 1996

Présents:

madame A. VAN CAUWELAERT - DE WYELS, président

Section française:

monsieur BERTOUILLE, vice-président
madame SOUGNE et messieurs CHERUY, LURQUIN et
MOORAT, membres effectifs

Section néerlandaise:

monsieur VAN EECKAUTE, vice-président
messieurs MEEUS, VAN BUYTEN et VANDENBOSSCHE,
membres effectifs

Membre germanophone:

monsieur WEHR, membre effectif

Secrétaires:

monsieur BUSINE, directeur d'administration
monsieur VAN SANTEN, directeur d'administration -
adjoint bilingue

28.148/I/PN
JJP/RV

Par lettre du 19 septembre 1996, monsieur Colla, ministre de la Santé publique et des Pensions a demandé l'avis de la Commission permanente de Contrôle linguistique (C.P.C.L.) au sujet d'un projet d'arrêté royal fixant les cadres linguistiques du Comité consultatif de Bioéthique, ci-après appelé le Comité.

Sur la base des articles 43, § 3, 5ième alinéa, 60, § 1, et 61, § 5, des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées par arrêté royal du 18 juillet 1966 (L.L.C.), la C.P.C.L. a examiné ces propositions en ses séances des 5 et 19 décembre 1996 et a émis, à l'unanimité, l'avis suivant.

*

*

*

Le ministre propose de répartir les 6 emplois comme suit:

Degrés

Cadre

	<u>N</u>	<u>F</u>
2	1	1
3	1	1
4*	(1)	(1)
5*	(1)	(1)

* (ou bien 2 du niveau 2+ (degré 4), ou bien 2 du niveau 2 (degré 5)).

Le dossier contient l'accord de collaboration portant création d'un Comité consultatif de Bioéthique, conclu à Bruxelles, le 15 janvier 1993, entre l'Etat, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone et la Commission communautaire commune.

Les tâches en missions du Comité sont définies à l'article 1er lequel dispose:

"Il est créé un Comité consultatif de Bioéthique, ci-après appelé le Comité.

Le Comité exerce une double mission d'avis et d'information:

1° il donne son avis, d'initiative ou sur demande des personnes et autorités habilitées à le saisir en vertu de l'article 8, et sans préjudice des compétences attribuées aux régions dans le domaine de la protection et de la conservation de la nature, sur les problèmes soulevés par la recherche et ses applications dans les domaines de la biologie, de la médecine et de la santé, que ces problèmes concernent l'homme, des groupes sociaux ou la société tout entière; ces problèmes sont examinés sous leurs aspects éthiques, sociaux et juridiques, en particulier sous ceux du respect des droits de l'homme;

2° le Comité a également pour mission:

a) d'informer le public, le Gouvernement, le Parlement et les Conseils communautaires;

b) de créer et de tenir à jour un centre de documentation et d'information;

c) d'organiser une conférence bisannuelle sur les problèmes d'éthique dans le domaine des sciences de la vie et de la santé, au cours de laquelle les questions importantes qui s'y rapportent sont abordées publiquement."

De cette description des tâches et missions du Comité il ressort que les activités ont purement le caractère d'étude et de conception.

La C.P.C.L. accepte, en règle générale, dans sa jurisprudence, que pour les missions d'étude et de conception la répartition arrêtée soit 50/50.

La C.P.C.L. émet, dès lors, un avis favorable au sujet de la répartition proposée par le ministre.

Le présent avis est notifié à monsieur le ministre de la Santé publique et des Pensions qui est invité, conformément à l'article 61, § 3, 2ème alinéa des L.L.C., à communiquer à la C.P.C.L. la suite qu'il lui réservera.

Fait à Bruxelles, le 19 décembre 1996.

Les Secrétaires,

Le Président,

J.M. BUSINE

Th. VAN SANTEN

A. VAN CAUWELAERT-DE WYELS